

**M. Whelan:** J'ai appris que la société Massey-Ferguson n'avait même pas de vice-président chargé des ventes. Monsieur le président, nous ne vendons pas d'outillage agricole, mais les agriculteurs en achètent. Il en va de même pour l'industrie automobile. La dernière fois que j'ai voulu acheter une voiture de marque Chrysler, il m'a fallu prendre rendez-vous.

**M. Deans:** Envisageriez-vous de mettre sur pied un groupe de travail?

**M. Bossy:** Monsieur le président, c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre. Je voudrais profiter de cette occasion pour faire connaître à mes collègues la région que je représente. Je me réjouis de prendre part au débat sur les prévisions budgétaires du ministère de l'Agriculture. Je représente le comté de Kent qui se trouve dans la région la plus méridionale de l'Ontario, en fait, la plus méridionale du Canada.

Du point de vue agricole, le comté de Kent est le plus productif du Canada. En fait, certains des meilleurs produits agricoles dans le monde proviennent du comté de Kent. En 1979, à nous seuls, nous produisons des denrées alimentaires d'une valeur de 227 millions de dollars. La production par acre de terre dans le comté de Kent est la plus élevée au Canada et cela pour beaucoup de produits, notamment le maïs.

Je vais vous faire part maintenant de quelques données statistiques que j'ai devant moi. Nous récoltons en moyenne 110 boisseaux de maïs, 38, de soja, 62, de blés d'hiver—ces chiffres intéresseront probablement les députés de l'Ouest—63, d'orge et, enfin, 84, d'avoine. Nous cultivons également le tabac et beaucoup de légumes, dont les tomates, le maïs sucré et les concombres qui sont de la meilleure qualité au Canada. Je dois avouer qu'il faut attribuer une bonne partie de ce succès à la recherche et au développement effectués par le ministère fédéral de l'Agriculture.

Étant donné que la population mondiale ne cesse de s'accroître, les denrées alimentaires se feront plus rares et plus précieuses, et c'est pourquoi j'ai beaucoup de mal à comprendre pourquoi les crédits accordés au ministère fédéral de l'Agriculture ne représentent que 1.3 p. 100 de l'ensemble du budget fédéral. Nous devons nous montrer disposés à investir de plus vastes sommes, surtout dans le domaine de la recherche, pour remplir nos obligations qui consistent à alimenter les Canadiens et les nécessiteux du monde.

On attribue au secteur agricole, par rapport à tout autre secteur industriel au Canada, le plus grand nombre d'emplois directs et indirects. Voilà pourquoi il faudrait accorder à l'agriculture une plus grande proportion du budget fédéral.

Monsieur le président, je voudrais également faire quelques observations sur l'importance du transport pour la collectivité agricole. En effet, la presque totalité des produits transportés, et notamment le bétail, sont périssables. Ayant traversé le Canada cet automne, avec le comité des transports, j'ai constaté à quel point nos modes de transport étaient mal adaptés aux besoins de l'industrie en matière d'expédition des denrées périssables. Le ministère des Transports devrait s'en remettre à la compétence du ministère de l'Agriculture en ce qui concerne certains aspects de son service et, en particulier, pour le transport de produits agricoles comme les pommes de terre, le blé, le bétail, le maïs, le soja et ainsi de suite. C'est en effet le ministère de l'Agriculture qui est le mieux en mesure de

### Subsides

déterminer le genre de wagons appropriés, céréaliers ou frigorifiques, leur nombre et l'incidence des frais de transport sur le prix des produits et sur le montant des subsides. Cela compterait beaucoup pour l'agriculteur qui cherche à concurrencer les producteurs étrangers, dont ceux des États-Unis.

● (1800)

J'aimerais dire au ministre de l'Agriculture que tous les agriculteurs canadiens attendent depuis longtemps la création d'une société canadienne d'exportation des produits agricoles. Certes, de nombreux pays achèteraient nos produits agricoles et profiteraient volontiers de nos connaissances techniques dans le secteur agricole, si seulement nous y avions des promoteurs. Je suis sûr que l'absence d'une telle société nous fait perdre de nombreux contrats. Nous avons promis au cours de la campagne électorale de fournir ce genre d'aide aux agriculteurs, et il la réclament maintenant. Étant donné que cela serait dans le plus grand intérêt du pays, je crois que le gouvernement devrait tenir cette promesse.

Le ministre de l'Agriculture mérite toute notre gratitude pour avoir convaincu le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources de la nécessité et de l'importance d'accorder à la production agricole de base la cote A du système de classement de l'Office de répartition des approvisionnements d'énergie. C'est la cote la plus élevée pour l'approvisionnement prioritaire de produits pétroliers en cas d'urgence.

Si les agriculteurs acceptent en général que le prix du carburant augmente, ils n'en espèrent pas moins que l'on consacre beaucoup de temps et d'efforts à développer de nouvelles formes d'énergie. Je pense, par exemple, au gasohol qui peut être largement utilisé par toute la collectivité agricole. Les Canadiens s'attendent à ce que l'on stimule la recherche et le développement de nouvelles formes d'énergie.

Je signale au ministre que les agriculteurs ont été grandement pénalisés par la hausse des taux d'intérêt. Ceux de ma région doivent faire à des coûts d'établissement extrêmement élevés et à de grosses hypothèques parce que le prix des terres agricoles est pratiquement inabordable par suite des investissements étrangers. Dans ma circonscription de Kent les terres se vendent actuellement de \$4,000 à \$5,000 l'acre. Quiconque connaît le moins le milieu agricole sait qu'aux prix actuels, les revenus tirés des produits suffiraient à peine à payer les intérêts et qu'il resterait bien peu pour acheter des engrais, des graines de semence, des pesticides, du carburant et pour réparer et remplacer les machines. Je pense que le gouvernement fédéral devrait instaurer un programme de secours à court terme pour permettre aux agriculteurs canadiens de survivre à cette flambée des taux d'intérêt. On a déjà raconté l'histoire de l'agriculteur à qui on demande ce qu'il fera de la somme de un million de dollars qu'il a gagné à la loterie, qui répond qu'il va continuer à exploiter sa ferme tant qu'il lui restera de l'argent. Nous devons éviter cela.

Nous devons quelques mots d'explication aux consommateurs canadiens. Comme on l'a annoncé cette semaine, les prix alimentaires vont augmenter. Je tiens à préciser que l'agriculteur n'est presque pas responsable de cette hausse. Il ne touche qu'un très petit pourcentage du prix du marché pour la plupart de ses produits. On a déjà dit que même si les agriculteurs donnaient leur blé, le prix que nous payons le pain sur le marché ne baisserait pas. Comme le député de Lambton-Middlesex, l'a mentionné hier, les Canadiens demeurent ceux